

Épreuve composée

Polynésie, 2023

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

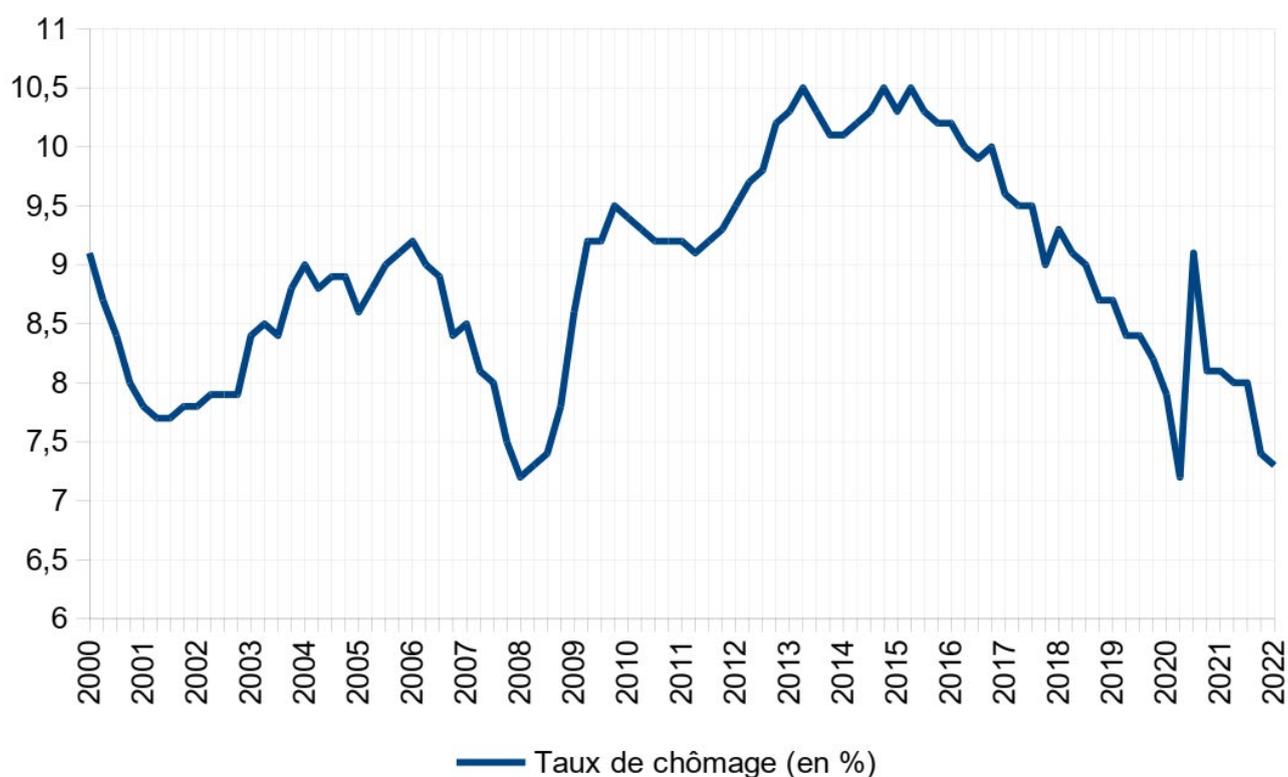
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

À l'aide d'un exemple, vous montrerez que le progrès technique est endogène.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Évolution du taux de chômage (en % des actifs)



Source : d'après INSEE, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail, *Tableau de bord de l'économie Française*, 17 mai 2022.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous montrerez comment a évolué le taux de chômage de 2006 à 2010. (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous expliquerez les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel. (4 points)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les questions environnementales impliquent une diversité d'acteurs à différentes échelles.

DOCUMENT 1

Evolution des préoccupations environnementales des Français

Parmi les problèmes suivants liés à la dégradation de l'environnement, quel est celui qui vous paraît le plus préoccupant ? (en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Le réchauffement de la planète (et l'effet de serre)	16	18	20	20	26	26	28	30	32	31
La pollution de l'air	19	19	19	20	21	25	25	24	17	21
Les catastrophes naturelles (inondations, tempêtes, séismes, ...)	16	19	18	17	17	18	12	13	17	12
La pollution de l'eau, des rivières et des lacs	18	17	13	13	12	10	11	12	10	11
L'augmentation des déchets des ménages	13	13	13	14	8	9	8	6	8	10
La disparition de certaines espèces végétales ou animales	7	5	6	6	6	6	9	8	12	10
La gêne occasionnée par le bruit	5	5	7	6	5	2	4	5	2	3
Aucun	2	1	2	1	1	1	1	1	0	1

DOCUMENT 2

Le périmètre des politiques environnementales s'est élargi depuis les années 1970. À l'attention portée aux pollutions locales et régionales (pluies acides), des enjeux globaux sont venus se rajouter au cours des années 1980 et 1990 (couche d'ozone, biodiversité et changement climatique). Cet accroissement résulte à la fois de l'émergence de nouveaux enjeux et de la transcription dans le droit national de réglementations européennes ou de traités internationaux qui se sont multipliés depuis trente ans.

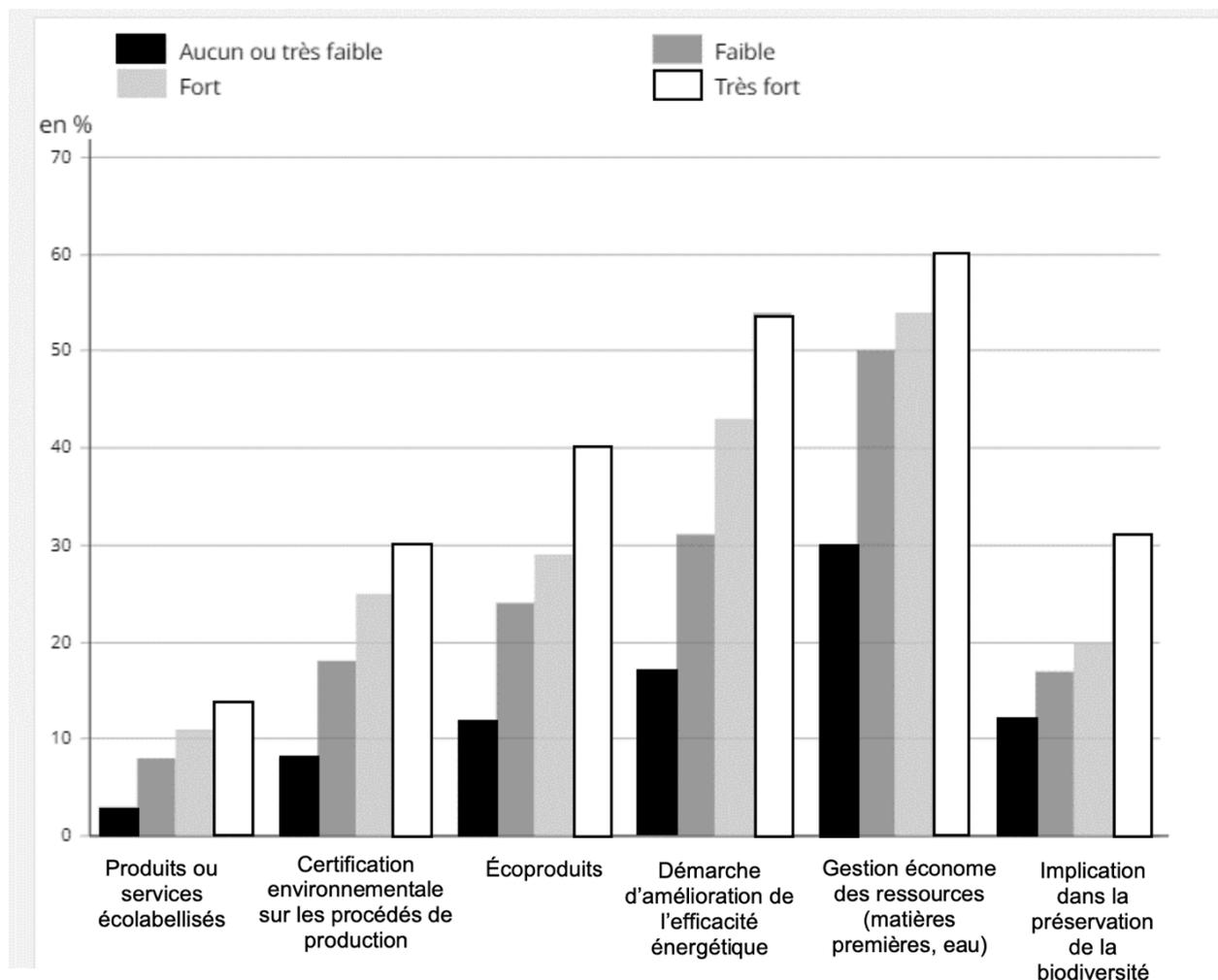
Depuis la Convention Climat (Rio 1992) et après l'Accord de Paris sur le climat (2015), la France a intégré dans sa législation des objectifs de plus en plus ambitieux. Le "facteur 4" à horizon 2050 (réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre) est inclus dès 2003 au sein de la Stratégie nationale de développement durable, puis réaffirmé dans le Grenelle de l'environnement (2007) et la loi de transition énergétique sur la croissance verte (LTECV) de 2015. L'objectif de neutralité carbone est désormais affiché dans le plan climat 2017. Autre exemple, la transcription de plusieurs directives européennes sur la protection des zones aquifères (lois sur l'eau de 1992 et 2006).

Sur le plan institutionnel, le petit ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement, créé en 1971, a vu ses compétences s'étendre et s'articuler avec le processus d'élargissement des compétences des collectivités locales [...]. Dans cette période, les politiques environnementales se sont ouvertes à des dispositifs de dialogue avec les acteurs de la société. Le Grenelle de l'environnement de 2007 a, de ce point de vue, constitué un tournant dans cette "phase d'ouverture" [...]. Les lois Grenelle I (2009) et II (2010) qui en ont résulté incluent les instruments destinés à traiter des principaux enjeux environnementaux (climat, biodiversité, pollution, etc.) et organisent la gouvernance des politiques dédiées.

Source : Christophe CASSEN et Jean-Charles HOURCADE,
« Les politiques environnementales en France à la croisée des chemins »,
www.vie-publique.fr, 26 novembre 2019.

DOCUMENT 3

Engagements des entreprises en faveur de l'environnement selon l'impact estimé de leur activité sur l'environnement (en %)



Lecture : 40 % des entreprises qui considèrent que leur activité a un très fort impact sur l'environnement développent des écoproduits, contre 12 % de celles qui estiment que leur activité n'a pas d'impact sur l'environnement.

Champ : entreprises employant 20 salariés ou plus.

Source : d'après Sylvie DUMARTIN, « Les pratiques environnementales des entreprises », *INSEE Première*, n°1673, 14 novembre 2017.

ÉPREUVE COMPOSÉE - SUJET B

Autres centres étrangers, 2021

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Présentez deux évolutions de la structure socioprofessionnelle française depuis la seconde moitié du XX^e siècle.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

L'effort d'innovation dans différents pays de l'Union européenne

	DIRD ¹ en % du PIB (en 2017)	Dépenses publiques d'éducation en % du PIB (en 2016)	PIB/habitant dans l'UE en indice base 100 pour l'UE (en 2017)
Allemagne	3,0	4,5	124
Finlande	2,8	6,6	109
France	2,2	5,4	104
Italie	1,4	3,8	96
Roumanie	0,5	2,6	63
UE	2,1	5,0	100

Source : INSEE, 2020.

1 : Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) : travaux de recherche et développement (R&D) exécutés sur le territoire national quelle que soit l'origine des fonds.

Questions :

1. Comparez les données du document concernant la France et la Roumanie.
(2 points)

2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, montrez le caractère endogène du progrès technique. (4 points)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'engagement politique peut prendre des formes variées.

DOCUMENT 1

Les formes de l'engagement politique¹ en France, en 2003, en %

Je participe à la vie locale de ma commune en faisant partie d'une association	Je fais partie d'une association de défense d'intérêts	Je milite dans un mouvement politique hors parti	Je milite dans un parti politique	Je milite dans un syndicat	Je pratique une activité bénévole
15	11	3	2	7	15

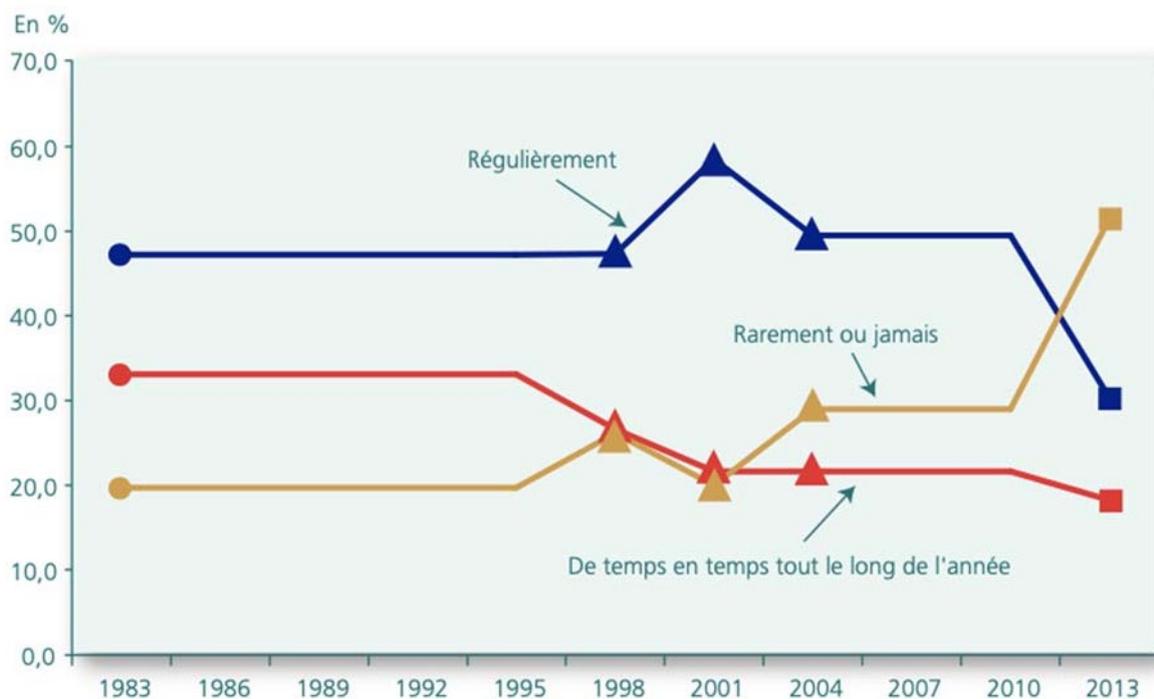
Source : Sandrine NICOURD, « Qui s'engage, aujourd'hui ? Regards sociologiques sur la participation », *Informations Sociales*, 2008.

Champ : Ensemble des individus de 18 ans et plus ayant répondu positivement aux variables relatives aux engagements.

1 : La participation électorale ou le vote ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

DOCUMENT 2

Évolution de la participation des salariés syndiqués français aux activités syndicales¹ entre 1983 et 2013, en %



Champ : ensemble des salariés syndiqués de 18 à 65 ans ; France métropolitaine.

Source : « De l'adhérent au responsable syndical. Quelles évolutions dans l'engagement des salariés syndiqués ? », *DARES Analyses*, mars 2017.

1 : Exercer une responsabilité au sein du syndicat, s'impliquer dans des élections professionnelles (voter, par exemple), participer à une négociation collective, participer à une mobilisation collective (faire grève, par exemple) sont les principales activités syndicales auxquelles les syndiqués peuvent participer, au sein de leur entreprise.

DOCUMENT 3

Avec la consommation engagée, la politique s'invite dans le marché. La participation politique ne se limite plus au vote et à la rue : elle se déroulerait désormais également dans les supermarchés, où les individus « votent avec leurs dollars », boycottant des marques ou achetant des produits pour leurs qualités « éthiques » - équitables, bio, durables, etc. [...] la consommation engagée soulève tout d'abord la question de l'individualisation de la participation politique ; ou, plus précisément elle questionne les rapports entre participation individuelle et collective [...]. Étudier la consommation engagée met au jour le pouvoir toujours plus grand de l'économie et des grandes entreprises. Consommer de manière engagée, c'est résister, contester ce pouvoir. On s'aperçoit alors que les pratiques de consommation critique font partie d'un phénomène plus large de contestation et de moralisation des marchés, au cœur de l'une des transformations majeures du capitalisme contemporain. [...] Cela passe soit par le boycott – le refus d'achat pour des raisons « engagées », comme la cause environnementale, animale, et la justice sociale –, soit par le moyen opposé, « l'achat engagé » avec l'objectif de promouvoir une cause politique ou morale. Ce qui renvoie au terme de « *buycott* », mot-valise associant boycott et le verbe *to buy* (acheter, en anglais).

Philip BALSIGER, « La consommation engagée », in Olivier FILLIEULE, Florence HAEGEL
Camille HAMIDI, Vincent TIBERJ, *Sociologie plurielle des comportements politiques : Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Presses de Sciences Po, 2017.

ÉPREUVE COMPOSÉE

ÉPREUVE COMPOSÉE - SUJET A

France métropolitaine, 2022

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Présentez un moyen par lequel les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Répartition de la population active selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe (1982-2020, en milliers et en %)

Catégorie socioprofessionnelle	1982			2020		
	Femmes	Hommes	Ensemble	Femmes	Hommes	Ensemble
Agriculteurs exploitants	6,7	7,3	7,1	0,7	2,0	1,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	7,2	9,1	8,3	4,2	9,2	6,8
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4,0	10,3	7,8	17,9	22,7	20,4
Professions intermédiaires	19,8	19,2	19,5	29,0	23,3	26,0
Employés	46,8	10,7	25,3	39,9	12,5	25,8
Ouvriers	15,1	40,6	30,3	7,9	29,9	19,2
Non déterminé	0,3	2,8	1,7	0,4	0,4	0,4
Total	100	100	100	100	100	100
Effectif (en milliers)	9 243	13 600	22 843	13 110	13 885	26 995

Champ : France hors Mayotte, personnes en emploi, de 15 ans et plus.

Source : INSEE, *Enquête Emploi*, 2021.

Questions :

1. À l'aide du document, caractérisez l'évolution de la structure socioprofessionnelle des femmes entre 1982 et 2020. (2 points)
2. À l'aide de vos connaissances et du document, vous expliquerez deux évolutions de la structure socioprofessionnelle entre 1982 et 2020. (4 points)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez qu'il existe des limites écologiques à la croissance économique soutenable.

DOCUMENT 1

Évolution du PIB mondial, du PIB mondial par habitant et des émissions mondiales de CO₂¹, de 1960 à 2018

Année	PIB mondial (en milliards de dollars constants de 2010)	PIB mondial par habitant (en dollars constants de 2010)	Émissions mondiales de CO ₂ ¹ (en milliards de tonnes de CO ₂)
1960	11 320	3 733	9,46
1970	19 080	5 182	15,27
1980	27 843	6 281	20,40
1990	37 908	7 179	20,61
2000	50 000	8 177	23,31
2010	66 163	9 558	31,03
2018	83 027	10 935	34,04

Source : Banque Mondiale, 2020.

1 : Gaz carbonique dont la concentration accélère le réchauffement climatique.

DOCUMENT 2

Les années 1970, avec les deux chocs pétroliers et la preuve d'une raréfaction d'un nombre croissant de ressources, vont remettre les préoccupations environnementales au goût du jour. [...] Regroupés au sein du Club de Rome, des chercheurs ont publié en 1972 le livre *The Limits to Growth*¹ [...]. Ils y affirment que si les tendances actuelles (économiques et environnementales) se perpétuent, beaucoup de ressources naturelles seront épuisées à moyen terme, ce qui limitera, voire empêchera, toute croissance future. En d'autres termes, une croissance exponentielle² conduit le système à un effondrement à terme puisqu'un nombre de plus en plus important d'individus interagissent économiquement et environnementalement (en exploitant les ressources dont certaines sont épuisables, et d'autres, renouvelables, mais utilisées au-delà de leur capacité de régénération) dans un monde qui, lui, est fini. [...]

Dans cette optique, l'environnement, ou le capital naturel, est donc le facteur limitant le développement économique et dont le bien-être humain dépend.

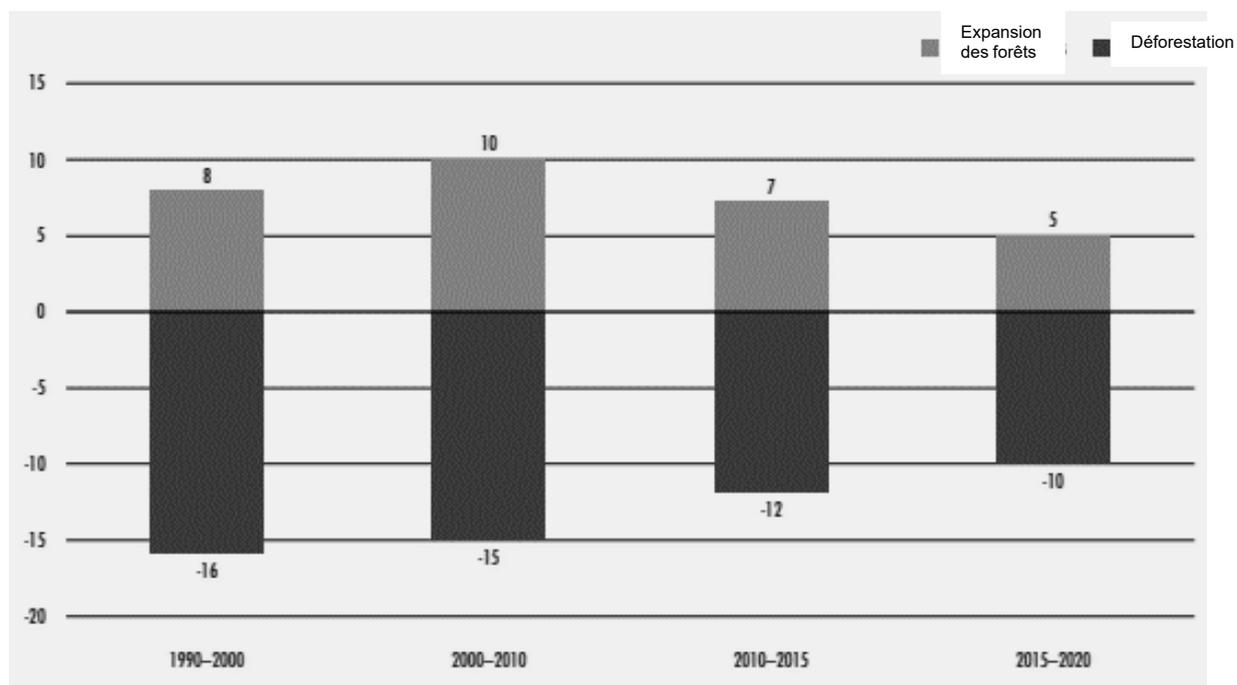
Source : Bertrand HAMAIDE, Sylvie FAUCHEUX, Martin NEVE, Martin O'CONNOR, « Croissance et environnement : la pensée et les faits », *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2012.

1 : La traduction française du titre est « Halte à la croissance ? ».

2 : Rapide et continue.

DOCUMENT 3

Expansion des forêts et déforestation à l'échelle mondiale, 1990-2020(en millions d'hectares par an)



Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020.

Épreuve composée

Autres centres étrangers, 2023

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

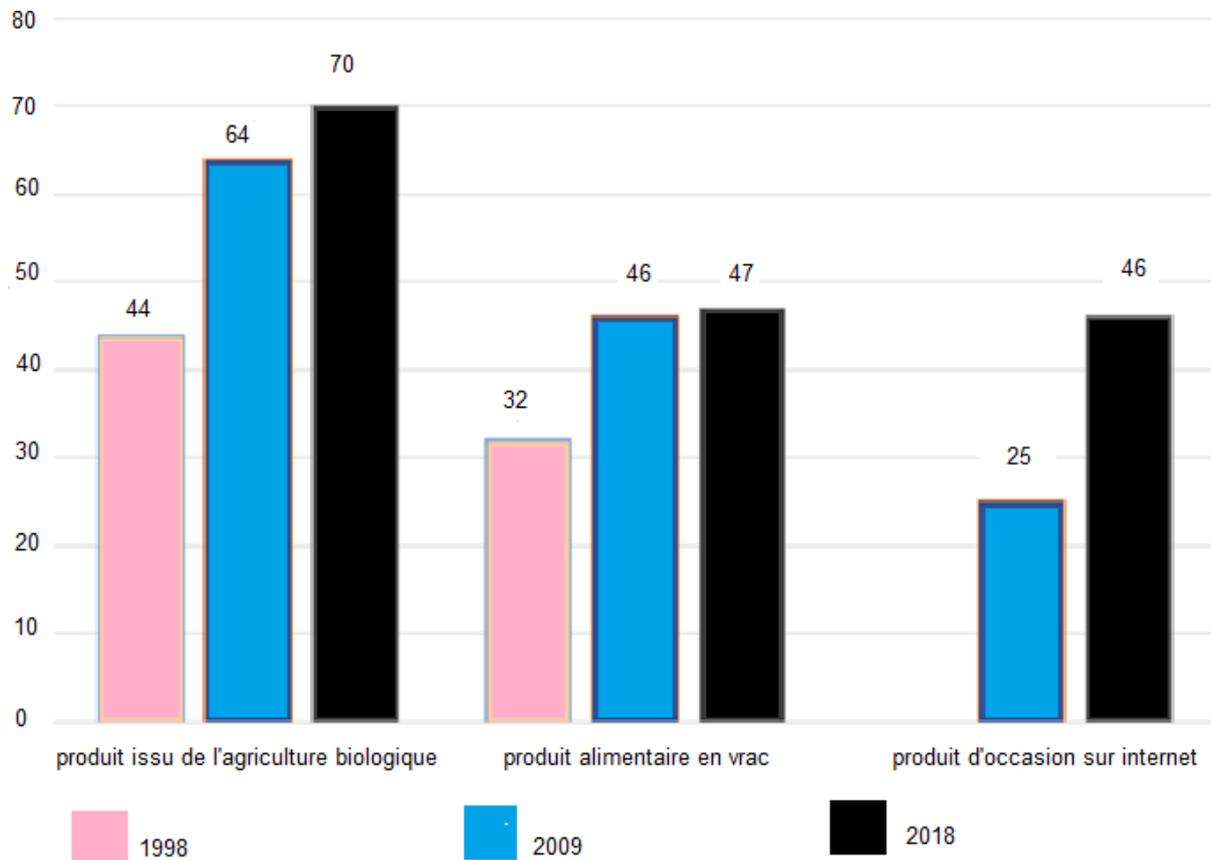
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

À l'aide d'un exemple, montrez que la chaîne de valeur s'internationalise.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Pourcentage de ménages ayant déjà acheté (lors des 6 mois précédant l'enquête) l'un des produits évoqués



Source : d'après CREDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie), « Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures », enquêtes Tendances de consommation, 1998-2018, mars 2019.

Note : Les données disponibles concernant l'achat de produits d'occasion sur internet sont uniquement celles de 2009 et 2018, l'usage d'internet étant peu généralisé chez les Français avant le début des années 2000.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez l'évolution de la consommation des ménages en produit issus de l'agriculture biologique et celle concernant les produits alimentaires en vrac, entre 1998 et 2018. (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous expliquerez en quoi la consommation engagée constitue une forme d'engagement politique. (4 points)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment les institutions influent sur la croissance économique.

DOCUMENT 1

Pourquoi le FMI se préoccupe-t-il tant de la corruption ? C'est simple : le rôle du FMI est de préserver la stabilité de l'économie mondiale et de promouvoir une croissance économique vigoureuse, durable, équilibrée et inclusive. Or, lorsque la corruption est endémique¹ et institutionnalisée, cette mission devient difficile, voire impossible à remplir.

Concrètement, la corruption affaiblit la capacité de l'État à faire son travail. Elle rabote² les recettes dont il a besoin et pervertit les décisions budgétaires, car les autorités peuvent être tentées de favoriser les projets qui rapportent des pots-de-vin³ au détriment de ceux qui créent de la valeur économique et sociale. C'est mauvais pour la croissance comme pour les perspectives économiques. C'est mauvais pour l'équité et la justice, car les pauvres sont ceux qui souffrent le plus de la diminution des dépenses sociales et des sommes investies dans le développement durable. [...]

D'une manière plus générale, la corruption endémique peut fissurer les fondements d'une économie saine en dépréciant les normes sociales et en sapant les vertus civiques. Quand les riches ne paient pas leurs impôts, c'est l'ensemble du système qui perd en légitimité. [...] Au pire, cela peut déboucher sur des dissensions et des conflits civils. Si les fondations de votre maison sont « pourries » (autre sens du mot « corrompues »), comment bâtir une économie forte et soutenable ? C'est impossible.

Source : d'après Christine LAGARDE, « Les dégâts de la corruption », *Fonds Monétaire International*, 8 décembre 2017.

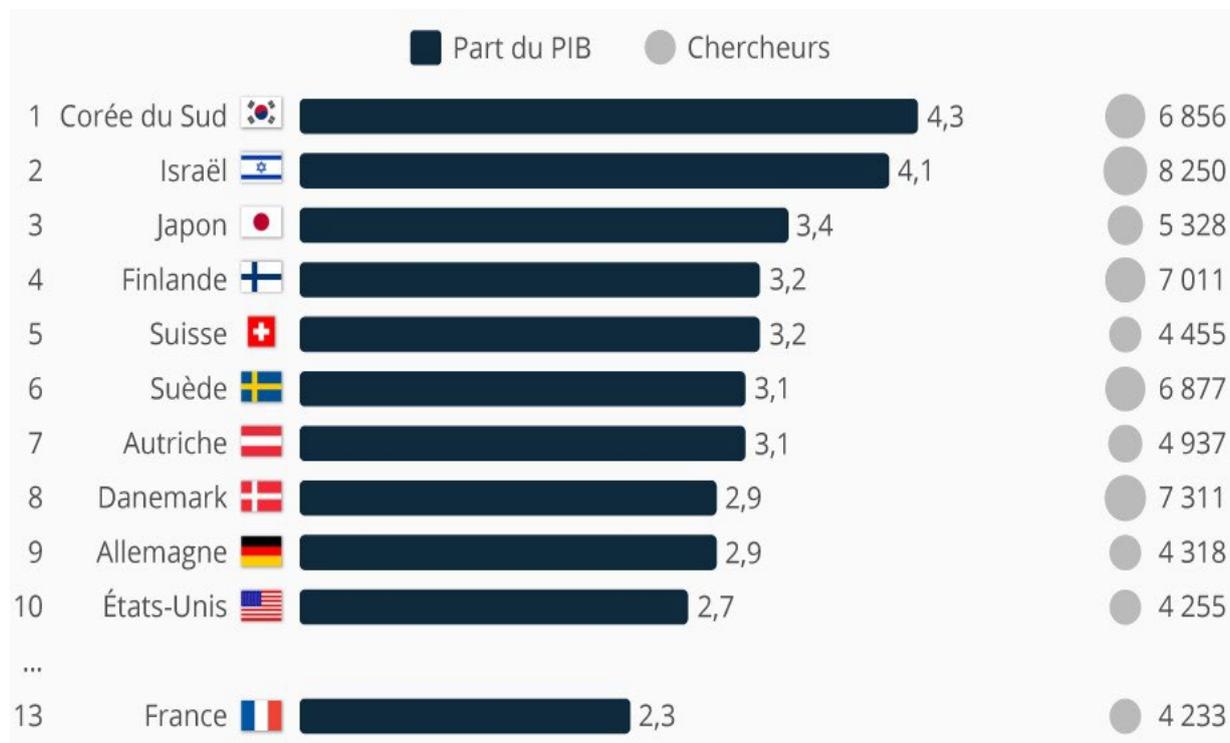
1 : Qui sévit constamment.

2 : Réduit.

3 : Sommes d'argent, cadeaux offerts pour obtenir illégalement un avantage.

DOCUMENT 2

Pourcentage du Produit Intérieur Brut dépensé dans la R&D¹ et nombre de chercheurs pour un million d'habitants



Source : Tristan GAUDIAUT, *www.statista.com*, 15 août 2018.

1 : La Recherche et Développement est une activité économique qui vise à augmenter les connaissances disponibles et concevoir de nouveaux produits et procédés.

DOCUMENT 3

Parts des pays dans les familles triadiques de brevets¹ et Produit Intérieur Brutaux prix et PPA courants²

	Parts des pays dans les familles triadiques de brevets(en %)		PIB (en millions de dollars)	
	2005	2018	2005	2018
Allemagne	11,53	7,92	2 622 040	4 556 073
Chine	0,84	8,68	6 588 930	21 746 511
Corée du Sud	4,43	5,45	1 213 618	2 192 613
États-Unis	28,03	23,04	13 036 637	20 611 861
France	4,92	3,32	1 926 880	3 124 870

Source : d'après « Principaux indicateurs de la science et de la technologie », OCDE, 2020 et 2022.

1 : Les familles triadiques de brevets sont un ensemble de brevets déposés parallèlement dans les offices des États-Unis, du Japon et de l'Union Européenne.

2 : Les Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) courantes permettent de situer un pays en terme du PIB (par habitant) compte tenu du niveau actuel des prix internationaux.